

des Russes a changé tout le tableau, qui ne restera cependant ce qu'il est actuellement qu'aussi longtemps que les armées russes seront maintenues et conserveront la force de contre-attaquer. Si au lieu du barrage russe du Dniéper, les armées russes avaient été mises en pièces au cours de la semaine dernière, nos chances de remporter une victoire militaire se seraient dissipées une fois de plus.

Que les membres du comité écoutent bien ceci; ils verront comment le peuple anglais n'a pas craint d'envisager la réalité. Le *News Chronicle*, du 18 septembre, s'exprimait ainsi:

Allons-nous, nous aussi, faire le jeu d'Hitler et le débarrasser de ses ennemis l'un après l'autre?... L'invasion du continent sera-t-elle plus facile dans six mois, dans douze mois ou deux ans si la Russie est vaincue par suite du défaut de pratiquer une diversion à temps? La réponse est non. Elle sera alors probablement impossible et une grande partie de notre armée se rouillera à ne rien faire sur nos côtes.

Le commandant des troupes canadiennes a parlé de la nécessité de constituer un nouveau front de bataille à l'Ouest. Il a dit que pour vaincre les Allemands nous devons les battre sur le continent. Sera-ce plus facile si l'on remet à plus tard? Le Gouvernement devrait maintenant savoir combien de milliers de Canadiens se joignent au peuple anglais pour réclamer que les alliés fassent l'impossible pour constituer un nouveau front occidental. Nombreux sont les Canadiens qui, lorsque le pacte de sécurité collective a été conclu, se sont demandé, comme je l'ai fait moi-même, quelle attitude notre pays prendrait. Notre politique en était une d'apaisement et d'isolement, et voici que M. Churchill a pris une attitude radicalement opposée en préconisant la politique de sécurité collective. Lorsque notre premier ministre a pris la parole, en Angleterre, au banquet offert par le lord maire, bien que la plus grande bataille de l'histoire fit rage de Leningrad à la mer Noire, il n'en a pas fait mention, omission qui lui a attiré de sévères critiques de la part des journaux anglais. Certes, à son retour au Canada, il a prononcé un discours à la radio dans lequel il disait que les hommes libres doivent maintenant s'unir pour vaincre l'ennemi commun. Mais ce n'est que depuis mon arrivée à la Chambre, il y a deux semaines, et depuis que j'ai entendu le premier ministre, que j'ai réellement pensé que notre gouvernement avait modifié sa politique étrangère et acceptait maintenant l'idée de la sécurité collective et qu'il consentait réellement à joindre les troupes canadiennes à celles de la Grande-Bretagne, de la Russie et des Etats-Unis pour battre Hitler. Considérant que notre premier ministre a prononcé un discours dans lequel il faisait l'éloge des armées russes, dans lequel il reconnaissait qu'elles retiennent la vague du fascisme et

font office de barrage pour le reste des démocraties, j'estime que c'est pitié qu'il ne soit pas allé un peu plus loin.

Les honorables députés savent que le peuple russe a célébré ces jours derniers un anniversaire. Le peuple britannique lui a envoyé un message par l'entremise de M. Anthony Eden. Le peuple des Etats-Unis lui en a aussi envoyé un. En Australie, le gouvernement a demandé qu'on hissât le drapeau russe à côté du drapeau australien sur les édifices publics. Au Canada, toutefois, si je suis bien informée, ce jour-là s'est passé sans que notre premier ministre en ait dit un mot et sans que le Canada envoyât un message au peuple russe. Je ne savais pas alors exactement ce qui se ferait ici. Je trouvais qu'il était bien malheureux que le Canada ne se joignît pas aux autres démocraties pour envoyer un mot d'encouragement au peuple russe. Le 4 novembre, j'ai reçu du bureau de New-York de l'agence Tass, un télégramme me demandant si je voulais bien adresser quelques mots au peuple de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. Je ne savais pas alors si le premier ministre ou un autre membre du Gouvernement allait envoyer un message. Mon message a donc été bref. Le Gouvernement n'ayant, à ma connaissance, envoyé aucun message, je crois que plusieurs milliers de Canadiens seront heureux d'apprendre qu'au moins un membre de cette Chambre a adressé un message au peuple russe au nom de ceux des citoyens canadiens qui sont contents que la Russie défende aujourd'hui la démocratie avec nous tous. Afin que la population de notre pays sache ce que j'ai dit, je désire donner lecture des quelques mots que j'ai adressés:

Au nom des ouvriers et des cultivateurs du Canada, j'envoie mes salutations au peuple de l'Union soviétique. Le grand cœur de la démocratie, animé de la vitalité du peuple, souhaite ardemment la destruction du fascisme. Votre courage et votre bravoure sont comme un flambeau qui brille sur l'univers et qui font naître en nous un pareil sentiment de détermination. Nous ne vous abandonnerons pas. Nous verrons à ce que l'activité de notre industrie ne s'arrête pas. Conscients de notre droit, nous ne cesserons de travailler de toutes nos forces pour vous assurer les approvisionnements dont vous avez besoin. Continuez la lutte, braves gens. Nous sommes avec vous jusqu'à la fin, jusqu'à la victoire pour nous tous.

J'ai envoyé ce télégramme dans l'espoir que, venant du Canada, il convaincrail le peuple russe que nous ne l'oublions pas.

Aujourd'hui plus que jamais l'unité nationale est nécessaire, l'unité qui ne tient aucun compte des distinctions de classe, de croyance, de race ou de politique. En effet, si les grandes puissances démocratiques sont aujourd'hui unies pour la destruction finale d'Hitler, il n'est pas un seul peuple de ces démocraties qui ne soit prêt et disposé à con-